

SYNTHÈSE

ÉTUDE D'IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE L'APPROVISIONNEMENT LOCAL DANS LES CANTINES MATERNELLES ET ÉLÉMENTAIRES

Étude réalisée par Vertigo Lab pour Nuances d'Avenir (campagne « Ma Cantine Locale ») - 2026

CONTEXTE

Avec 7 millions de repas par jour, environ 300 000 salariés et 20 milliards d'euros de CA (sources: 2021 évaluation Restau'Co - ADEME) la restauration collective scolaire représente un débouché important pour la Ferme France ainsi qu'une opportunité pour renforcer la résilience de nos territoires,, favoriser la transition écologique et environnementale et permettre à nos enfants de connaître les produits issus de leur territoire.

La loi EGAlim formule des obligations pour les cantines, mais elle ne tient pas compte des approvisionnements de proximité.

Relocaliser notre alimentation répond à un ensemble d'enjeux sociaux, éducatifs, de dynamisme économique du territoire :

- nourrir nos enfants, avec des produits frais et de saison, c'est investir dans leur éducation ;
- cuisiner les produits bruts d'un territoire, c'est valoriser le savoir-faire des cuisiniers ;
- favoriser des contrats de long terme, c'est soutenir nos agriculteurs en créant des débouchés viables et vivables;
- dynamiser les territoires en créant de l'emploi local ;
- privilégier les circuits de proximité, c'est réfléchir à l'empreinte carbone de notre assiette ;
- rapprocher, recréer le lien, approfondir la connaissance entre les citoyens et l'agriculture.

Le local n'a pas de définition réglementaire, il n'est donc pas quantifiable dans la commande publique ou dans EGALIM. L'étude menée, ici, vise à objectiver les impacts en termes d'emplois et d'impacts économiques d'une relocalisation des approvisionnements de proximité dans les cantines maternelles et élémentaires publiques.

MÉTHODOLOGIE

Elle s'appuie sur une méthodologie en 4 étapes :

- Sélection d'une région représentative (Pays de la Loire) via une grille multicritère (démographie scolaire, potentiel agricole, structuration institutionnelle) ;
- Recueil de données quantitatives et qualitatives en Pays de la Loire : questionnaire, fichiers détaillés sur les achats des cantines et entretiens qualitatifs auprès de 4 cuisines centrales, représentant 11 % des repas servis en Pays de la Loire ;
- Confrontation des propositions, des scénarios et des résultats avec un groupe d'experts ;
- Calcul des impacts (effets directs, indirects, induits) avec l'outil ImpacTer de Vertigo Lab, fondé sur les tableaux entrées-sorties régionalisés ;
- Construction de 3 scénarios de relocalisation puis extrapolation à l'échelle nationale.

Le périmètre de l'étude a été la France hexagonale hors Corse et Territoires d'Outre-mer. La définition du local prise est la région administrative. Nous avons étudié la restauration collective pour les écoles maternelles et primaires publiques. Tous les produits alimentaires sauf les produits de la mer ont été étudiés. Les chiffres mesurés sont : l'activité économique générée, la richesse créée (qui correspond à la valeur ajoutée) et les emplois.

LA SITUATION ACTUELLE...

Échelle nationale : la part des achats locaux dans les cantines scolaires publiques en France hexagonale est estimée par Vertigo Lab à 33% et génère environ 980M€ d'activité économique, +290M€ de valeur ajoutée et 5 550 emplois ETP sur le territoire national.

...ET 3 SCÉNARIOS DE RELOCALISATION DE L'APPROVISIONNEMENT ÉTUDIÉS (à l'échelle nationale)

Scénario	Part locale	Production	Valeur ajoutée	Emplois ETP	Progression
Situation actuelle	33%	980M€	290M€	5 500	/
Scénario n°1	36%	1Md€	310M€	5 900	+ 7%
Scénario n°2	44%	1,3Md€	390M€	7 300	+ 34%
Scénario n°3	62%	1,8Md€	500M€	10 300	+ 86%

Les hypothèses de relocalisation ont été établies à partir des marges de progression déclarées par les gestionnaires (+5 à +15 % à horizon 3 à 5 ans), de retours d'expérience de territoires engagés (jusqu'à 60-70 %) et ont été discutées avec le groupe d'experts.

RÉSULTATS CLÉS

La relation entre relocalisation et impacts économiques est non linéaire : chaque euro supplémentaire orienté vers les filières locales produit un effet multiplicateur croissant. Le passage de 33% à 44% d'approvisionnement de proximité (scénario 2 par exemple) générerait +34 % d'impacts économiques sur le territoire, soit près de 1,3 milliard d'euros d'activité économique et plus de 7 300 emplois soutenus. La restauration collective scolaire apparaît ainsi comme un levier stratégique pour structurer les filières agricoles locales et renforcer la résilience économique des territoires.

Ces résultats encourageants doivent être interprétés avec des limites et dans un cadre plus large : le « local » est défini à l'échelle de la région administrative, mais les capacités de production agricole, la diversification des filières et la disponibilité des produits varient fortement d'un territoire à l'autre. Ce qui est atteignable en Pays de la Loire ne l'est pas nécessairement ailleurs, et l'extrapolation nationale doit être lue comme un ordre de grandeur agrégé plutôt qu'un objectif uniforme par territoire. L'étude porte exclusivement sur les retombées socio-économiques : les impacts environnementaux doivent aussi être considérés.

Les chiffres de production, de valeur ajoutée et d'emplois présentés dans cette synthèse ne peuvent donc être lus isolément : ils doivent être appréciés dans une approche globale articulant la dimension économique, les réalités territoriales de production agricole et les enjeux environnementaux, afin d'éclairer des choix de politique publique cohérents et adaptés à chaque territoire.